

Le gouvernement change, pas nos revendications

Passons à l'offensive !

Reprenons le chemin des luttes pour gagner

Sarkozy, c'est fini

Nous ne regretterons certainement pas l'éviction de N. Sarkozy et de son gouvernement, qui ont mené ces dernières années une politique de destruction sociale et démocratique avec une constance qui n'a d'égale que sa nocivité pour le plus grand nombre. Des décennies de politiques globalement antisociales, le racisme et la xénophobie de ce pouvoir ont renforcé les tendances les plus réactionnaires de la société. Les suffrages portés sur la candidate du FN et sur le Président sortant nous engagent tou-te-s à lutter avec encore plus de détermination pour contrer le retour des idéologies les plus nauséabondes et pour imposer des alternatives à cette société d'inégalité et de précarité.

Sortir de la résignation

Les mobilisations n'ont certes pas été absentes. Mais faute d'avoir créé le rapport de force pour faire plier un pouvoir résolu à ne rien concéder, elles ont été défaites à chaque fois sur l'essentiel. La résignation a fini par l'emporter chez beaucoup, qui considéraient qu'il était impossible d'emporter des victoires sociales face à un tel gouvernement. Cela n'a jamais été le cas de SUD éducation et de l'Union syndicale Solidaires. Nous savons qu'une grève générale, interprofessionnelle et reconductible, peut faire plier n'importe quel gouvernement, parce qu'elle touche aux profits des actionnaires et du patronat. Le changement de Président et celui du gouvernement doivent engager chacun-e à retrouver le chemin des luttes pour gagner.

Ni attentisme ni illusion

Point n'est besoin d'entrer dans le détail du programme du Président élu et de ses soutiens pour s'en convaincre... L'affirmation de F. Hollande, répétée à l'envi, « d'abord le redressement et puis ensuite la redistribution », est à elle seule tout un programme : celui de l'austérité d'abord, qui sera sans doute l'austérité tout court. L'austérité, c'est-à-dire faire payer

les salarié-e-s et la population au profit de la rentabilité du capital. En 1981, il y avait eu au moins un peu de redistribution avant la rigueur perpétuelle... Cette fois, nous aurons bien l'austérité, mais on ne sortira pas de la spirale du chantage de la dette publique et de l'austérité sans rupture franche avec les politiques libérales.

La croisée des chemins

La résolution de la crise de la dette se fera nécessairement sur la base d'un rapport de force. Nous sommes à la croisée des chemins : soit nous courbons l'échine devant les politiques d'austérité, les diktats du patronat et des marchés financiers, soit nous passons à l'offensive pour défendre les acquis sociaux, pour en conquérir de nouveaux et imposer une autre répartition des richesses. L'issue des élections n'y change rien : **le véritable changement dépend de nos mobilisations, de notre volonté et de notre capacité à faire plier le patronat, les puissances d'argent, et les gouvernements qui veulent nous faire payer leur crise.**

Passer à l'offensive

Ce qui est à l'ordre du jour, ce n'est pas seulement la résistance aux attaques contre les droits sociaux, les droits du travail, les services publics et les solidarités. Car il n'y a pas de *statu quo* possible. **Ou bien nous changeons radicalement le rapport de force, ou bien nous subissons les purges qui s'appliquent aujourd'hui dans d'autres pays d'Europe.** Il s'agit donc de repartir à l'offensive.

Cela suppose au niveau interprofessionnel comme dans chaque secteur de **définir des revendications immédiates à la hauteur de la situation** et, pour les imposer, de **construire sans attendre des luttes sous le contrôle des grévistes.**

De ces luttes **devra émerger la conscience de la nécessité d'une alternative globale** à un système capitaliste dont les contradictions et les injustices sont aujourd'hui en pleine lumière.

Des revendications d'urgence à imposer

Interprofessionnelles...

- ⇒ **Annulation de la dette publique**
- ⇒ **Socialisation des banques**
- ⇒ **Augmentation générale des salaires et des prestations sociales**
- ⇒ **Réduction de l'éventail des rémunérations**
- ⇒ **Une tout autre politique fiscale, réellement progressive, étendue aux revenus du capital et au patrimoine**
- ⇒ **Réduction du temps de travail hebdomadaire**
- ⇒ **Retour à la retraite à 60 ans à taux plein, sans décote, avec 37,5 annuités maximum**
- ⇒ **Garantie du droit à l'emploi pour tou-te-s, abolition des licenciements et de la précarité, avec la titularisation sans condition de tou-te-s les précaires et l'arrêt du recrutement de précaires dans la fonction publique, et la création d'un statut pour tou-te-s les salarié-e-s**
- ⇒ **Défense du service public** : resocialisation des services privatisés, création de nouveaux services publics, fin de la LOLF et de la RGPP
- ⇒ **Création d'emplois publics statutaires**
- ⇒ **Abrogation des lois sécuritaires, liberticides et anti-immigré-e-s**
- ⇒ **Régularisation de tou-te-s les sans-papiers**
- ⇒ **Loi d'amnistie** pour tou-te-s les délinquant-e-s de la solidarité et pour toutes les victimes de la répression des mobilisations sociales
- ⇒ **L'alignement des salaires des femmes** sur celui des hommes, ainsi que des retraites, pour compenser les inégalités de carrières.

... et pour le service public d'éducation

- **Restitution de tous les postes supprimés**, par des créations de postes de fonctionnaires et non par des transferts d'autres secteurs publics, annulation immédiate des 14000 suppressions de postes pour la rentrée 2012
- **Titularisation** sans condition de concours ni de nationalité de tou-te-s les précaires, en activité ou licenciés
- **Retour des TOS et intégration des ATSEM et agent-e-s des écoles** sous le statut de fonctionnaire d'État
- **Abrogation des contre-réformes scolaires** : liquidation des RASED ; programmes de 2008 pour le 1^{er} degré et programmes rétrogrades dans certaines disciplines du secondaire ; dispositif d'aide personnalisé ; évaluations nationales CE1 et CM2 ; socle commun ; réformes des lycées ; bac pro 3 ans et suppression des BEP ; loi OFPTLV ; généralisation de l'apprentissage ; loi LRU ... Il faut en finir !
- **Abrogation de la réforme dite de « mastérisation »** et institution d'une véritable formation professionnelle des enseignant-e-s sous statut de fonctionnaire stagiaire
- **Abandon des contre-réformes qui visent à casser les statuts et à mettre les personnels, les établissements, et les écoles en concurrence** : dispositif ECLAIR, projets d'établissements publics du premier degré, entretiens d'évaluation, conseils pédagogiques, préfet des études, prime au mérite...
- **Abrogation des lois anti-grève et anti-syndicales**, du Service Minimum d'Accueil et de l'obligation de déclaration individuelle d'intention de faire grève pour les enseignant-e-s du premier degré ayant charge d'élèves, rétablissement des libertés syndicales pour toutes les organisations, fin du vote électronique aux élections professionnelles
- **Suppression de tous les systèmes de fichage centralisés**, de flicage des élèves et des personnels (Base-élèves, BNIE, Sconet, Affelnet, LPC, dossier informatisé des personnels, ENT obligatoires, ...)
- **Annulation de toutes les sanctions** pour fait de grève, de désobéissance ou de résistance
- **Limitation légale du nombre d'élèves par classe**
- **Instauration d'un droit à la scolarité de 2 à 18 ans**
- **Des moyens pour défendre le collège unique et pour aller vers un lycée unique, dans le projet d'instaurer une formation polytechnique pour tou-te-s**

Pour imposer ces revendications d'urgence, il ne faut compter que sur nos luttes. Ces victoires sociales sont la condition d'une dynamique de transformation sociale. Ne laissons pas acheter la paix sociale par quelques réformes à la marge, quelques effets d'annonces et de belles promesses de « dialogue social ». Sans rupture avec les logiques néolibérales, sans affrontement avec les pouvoirs économiques et financiers, il n'y aura pas d'alternative. Des actions symboliques de protestation, des interpellations du nouveau pouvoir politique, des journées isolées de grèves et de manifestations n'y suffiront pas. **Il faut préparer une mobilisation de grande ampleur.**

La fédération SUD éducation s'est adressée à l'ensemble des organisations syndicales de l'Éducation Nationale pour leur proposer de **construire dans l'unité, sans attendre la fin de la période électorale le 17 juin, une mobilisation nationale contre les 14000 nouvelles suppressions de postes.** Cela permettrait de montrer que « nous n'abandonnons pas le champ revendicatif et serait un signal pour marquer notre volonté de construire un mouvement de grève dès la rentrée 2012. » Aucune des principales organisations de notre secteur n'a donné suite à cette proposition.

Sud Education Rhône :

- **Invite toutes les organisations syndicales à construire dans l'unité à tous les niveaux la lutte pour imposer un changement radical de politique pour l'école publique**
- **Appelle tous les personnels à se réunir en assemblée générale pour débattre des revendications et des modes d'action à mettre en œuvre pour obtenir satisfaction**